La protection des éléments naturels, tels les haies :

⇒ Intérêt de la protection :

Les haies et les alignements d'arbres sont une composante essentielle des paysages ruraux, tant dans les paysages agricoles et prairies que dans les villages.

Elles ont de nombreuses **fonctions et un fort intérêt patrimonial et écologique** :

- gestion des ruissellements pour favoriser l'infiltration de l'eau et limitent l'érosion des sols
- atout pour la biodiversité : lieu de vie d'espèces animales : habitats
- protection du bétail du vent et du soleil
- brise-vent pour les habitations
- améliorent la qualité de vie des habitants et des paysages (intérêt esthétique également)
- fournissent du bois de chauffage...

⇒ Arrachage et abattage des haies se poursuit et menace l'environnement directement. Des dynamiques de replantation sont impulsées dans certaines régions pour palier à ce phénomène.

⇒ **Il faut donc identifier les haies et alignements d'arbres situés à la fois sur le domaine public et privé afin de les protéger.**

Le code de l'urbanisme prévoit que les communes doivent maîtriser l'évolution des éléments naturels et bâtis.

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/protoger-les-haies-un-investissement-dave-nir-20250216_BOAWYXQCEZBKFOB67KCA2U5KTU/

⇒ Protection :

Pour aller plus loin : site de FNE :

<https://wiki.fne.asso.fr/haies/?plu>

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031764703/

- Objet d'une protection réglementaire :

Le code de l'urbanisme prévoit une déclaration de travaux préalable pour les aménagements qui conduiraient à modifier ou protéger un élément protégé. Il y a une sorte de droit de regard de la collectivité.

Article R.421-23 du code de l'urbanisme : **doivent être précédés d'une déclaration préalable les travaux, installations et aménagements suivants** : (...)

g) Les **coupes et abattages d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé** en application de l'article [L. 113-1](#) ;

h) Les **travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément que le plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu a identifié**, en application de l'article [L. 151-19](#) ou de l'article [L. 151-23](#), comme présentant un **intérêt d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique** ;

i) Les travaux autres que ceux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet, lorsqu'ils ont lieu sur un territoire non couvert par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, de modifier ou de supprimer un élément identifié comme présentant un **intérêt patrimonial, paysager ou écologique**, en application de l'article [L. 111-22](#), par une délibération du conseil municipal, prise après l'accomplissement de l'enquête publique prévue à ce même article (...)

- **Objet d'une protection par le PLU ou PLUi :**

Il s'agit d'un document de planification stratégique local à moyen terme. Il définit les règles d'affectation du sol à l'échelle communale (ou intercommunale). **La commune (ou l'intercommunalité) est ainsi amenée à déterminer les paysages et l'environnement à préserver** (Voir article [L. 101-2](#) du code de l'urbanisme, article [L. 151-2 et suivants](#) du même code).

Pour toute protection, c'est le règlement qui fait foi. Les éléments naturels s'ils sont protégés se situeront dans cette partie.

La haie étant une composante du paysage et de l'environnement, ce document d'urbanisme peut encadrer les opérations relatives à cet élément.

3 outils de protection :

!! : Pour rappel, la protection n'est pas obligatoire "le PLU peut" classer différents éléments de paysage à protéger. Il ne s'agit donc pas d'une obligation mais d'une possibilité. La protection est donc incertaine.

- Le **classement en espace boisé** :

Il concerne les **bois, forêts, parcs** à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des **arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements**.

Selon l'article L.113-2 alinéa 1 du code de l'urbanisme, est **interdit « tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements »**. En conséquence, les haies

ainsi protégées **ne peuvent être arrachées, ou les aménagements projetés compromettre la création de haies prévues.**

Selon l'alinéa 2 de cet article, pour des éléments boisés soumis au code forestier, toute demande d'autorisation de défrichement au titre du code forestier doit, en principe, être rejetée du fait de ce classement.

Les coupes et abattages d'arbres ne sont pas interdits. Toutefois, ces opérations sont soumises à régime de contrôle préalable. Aux termes des dispositions de l'article R. 421-23 g) du code de l'urbanisme, elles doivent faire l'objet d'une **déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente (le maire)**. Cette procédure permet, en principe, à cette autorité d'apprécier les potentielles atteintes portées à la conservation d'un élément boisé, y compris une haie, et de s'y opposer le cas échéant.

Le non-respect de ces dispositions est pénalement sanctionné. La destruction d'une haie classée à ce titre, la coupe ou l'abatage d'un arbre sans déclaration préalable, sont des faits constitutifs d'un **délit prévu et réprimé par les articles L. 610-1 alinéa 1 et L. 480-4 du code de l'urbanisme.**

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006074075/LEGISCTA000031210293?etatTexte=VIGUEUR&etatTexte=VIGUEUR_DIFF&anchor=LEGISCTA000031212509#LEGISCTA000031212509

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037667959?etatTexte=VIGUEUR&etatTexte=VIGUEUR_DIFF

- **La haie en tant qu'élément paysager à préserver :**

Le règlement du PLU peut protéger les éléments du paysage d'intérêt écologique au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme, et d'intérêt culturel au titre de l'article L. 151-19 du même code. Il peut aussi **définir les prescriptions de nature à assurer leur préservation, leur conservation ou leur restauration.**

La protection est soumise à la libre appréciation de la commune.

Les haies peuvent être identifiées comme élément à protéger, à conserver ou mettre en valeur au titre de ces dispositions, pour l'intérêt écologique ou culturel qu'elles constituent.

Cet outil soumet a minima les travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément ainsi identifié à la procédure de **déclaration préalable**.

Le règlement peut aller au-delà en fixant des mesures propres à assurer la préservation, la conservation ou la restauration de la haie.

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000033034406

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000031764703?etatTexte=VIGUEUR&etatTexte=VIGUEUR_DIFF

- **La haie en tant qu'espace de continuité écologique**

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000033025951

Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer en espaces de continuités écologiques des **éléments des trames verte et bleue (...) qui sont nécessaires à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques.**

Ces éléments des trames verte et bleue sont définis au II et III de l'article L. 371-1 du même code. Les haies sont au nombre de ces éléments en tant que « formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces » protégées ou naturels importants pour la préservation de la biodiversité.

⇒ Comment savoir si une haie en particulier est protégée ?

⇒ Vérifier le PLU ou PLUi et son règlement

On le trouve sur internet sur le site Géoportail ou sur le site des agglomérations et communes.

⇒ Sinon il s'agit d'un document administratif communicable : voir site de la CADA et fiche sur la demande de documents administratifs.